Communistes

www.PCF.fr

# 17 novembre, un mois de mobilisation et toujours les mêmes urgences (p. 3)



Vidéo

**Fabien Roussel face aux entrepreneurs chrétiens : travail, industrie et énergie**

## Une biographie d'Olga Bancic (p. 5)

## Débandade

**C'est le grand sauve-qui-peut dans l'état-major macroniste. Après Alexis Kohler, passé à la Société générale, Emmanuel Moulin à la Banque de France, Anne-Claire Legendre à l'Institut du monde arabe, Richard Ferrand au Conseil constitutionnel, Amélie de Montchalin à la Cour des comptes, etc., etc. – tous bien recasés, ils ne sont pas trop à plaindre, il paraît que la débandade, en ces temps crépusculaires pour l'Élysée, s'accélère. Selon la presse bien en cour, ces petits princes auraient mal pris une proposition de M. Lecornu de baisser en 2027 les salaires des ministres et de leurs cabinets. Mais plutôt que de se débiner, ils auraient pu se battre, se joindre aux manifs, demander l'échelle mobile. Les bons réflexes se perdent.✪**

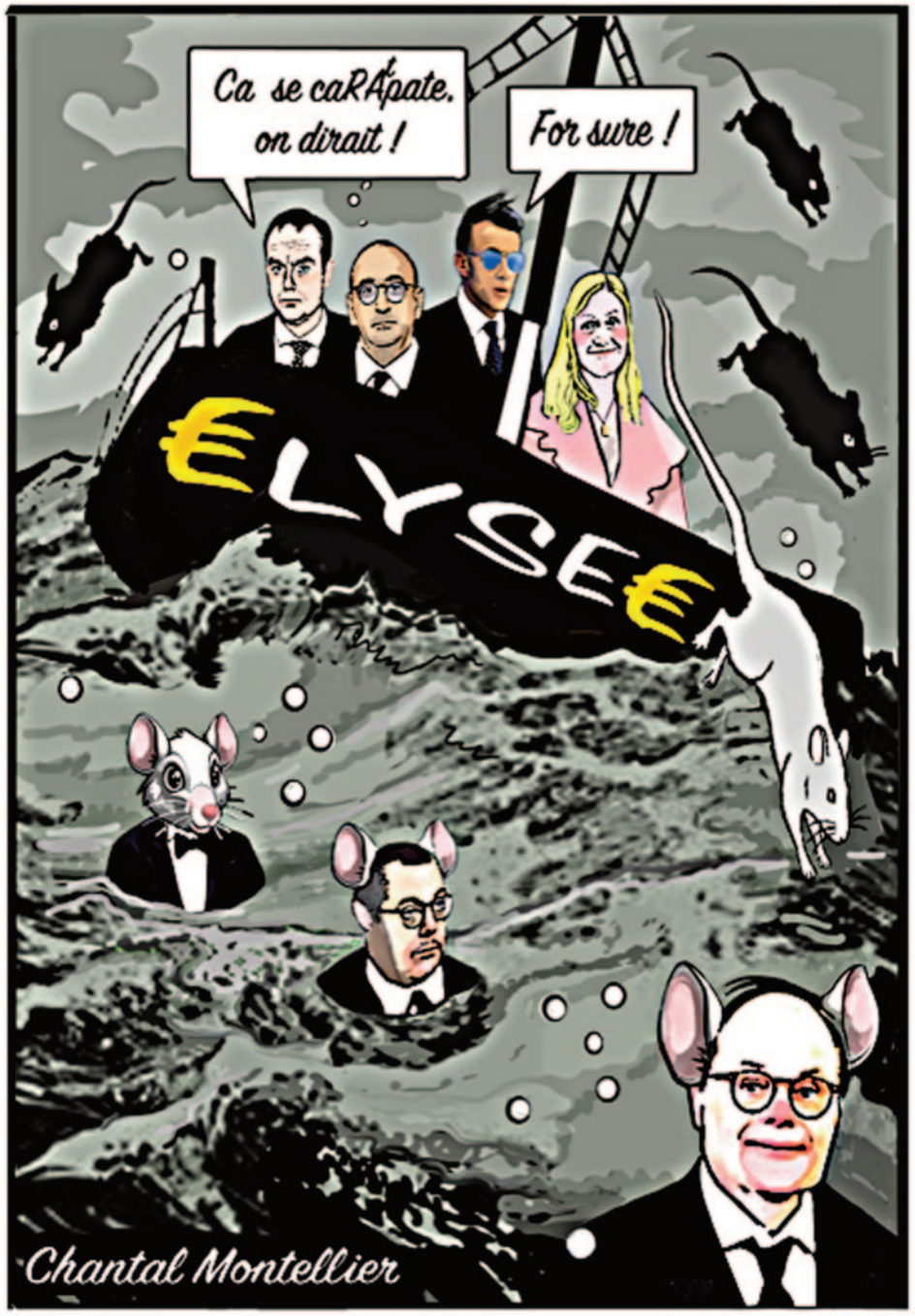
**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

**Je verse : ..... €**

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19




## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›**

**Du 22 octobre au 11 janvier** : Exposition 1936/2026 Résonances, en partenariat avec le PCF, Libres comme l'art et l'Espace Niemeyer. Du mardi au samedi, de 12h à 19h. Entrée libre, visites de groupe sur accueil@espaceniemeyer.fr Espace Niemeyer – Siège du PCF (75019)

**20 novembre, à partir de 18h** : Henri Krasucki, l'émancipation en héritage. Avec Denis Peschanski ; Sandrine Treiner ; Jean Vigreux ; Pierre Krasucki. Conférence, présentation de l'ouvrage « Nous voulions vivre mais pas à n'importe quel prix ». Inscription : https://www.pcf.fr/henri_krasucki_emancipation_en_heritage . Siège du PCF (75019)

**21 novembre, à partir de 9h30** : Sabarautomne : à partir de 10h, débat avec Léna Raud, porte-parole de Fabien Roussel, puis apéritif, repas (inscription : 06 37 94 35 41 josee.souque09@orange.fr) et animation musicale. Salle du Langoust, Sabarat (09)

**21 novembre, à partir de 12h30** : à Hendaye, la fédération des Pyrénées Atlantiques du PCF organise son traditionnel banquet fraternel et républicain, en présence de Christophe Grassullo - membre de la direction nationale et trésorier du PCF. Apéritif, repas basque, animation musicale, ambiance assurée et solidaire avec Cuba et la Palestine. Renseignements et inscription : pcf.pa@orange.fr

**28 et 29 novembre** : 35e Fête de l'Humanité Bretagne : débats, concerts (Jeanne Cherhal, Médine, D Bird, Fanfare Zebaliz). 20€ pass deux jours, 16 € la journée en vente militante (25 € et 18 € sur place). Parc des expositions, Lanester (56)

**28 et 29 novembre** : la section du PARISIS organise sa 38e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10h à 19h. Tous genres ( BD, romans, beaux livres...). Samedi 29, dédicaceront des ouvrages, Antony Caillé pour « Que peut la police » et Pierre Krasucki pour le livre de mémoire d'Henri « Nous voulions vivre mais pas à n'importe quel prix ». Samedi soir (20h30) Débat : « Une police au service des citoyens est elle encore possible ? » Intervenant : Antony Caillé, secrétaire général CGT Intérieur. Dimanche 30, Emmanuel Defouloy pour ses biographies de Martha Desrumeaux et Ambroise Croizat. 3 rue de Nancy, Cormeilles en Parisis (95)

**30 novembre, à partir de 19 h** : Formation nationale porte-à-porte en visio, animée par Fanny Chartier, responsable nationale au Développement des pratiques militantes. Pour avoir le lien visio, inscription en ligne : https://partage.paris.pcf.fr/apps/forms/s/qkGpbCa3F7Y846HLayKfCoeo

**6 décembre, à partir de 14h30** : Premier meeting national de la campagne présidentielle. Des bus au départ d'Ile de France sont prévus, se rapprocher de sa section / fédération pour les modalités pratiques. Rediffusion en direct sur nos réseaux sociaux. Salle Jorion, Avion (62)

**9 décembre, à partir de 17h30** : Brigades internationales. S'engager pour la liberté. Plus d'informations et inscription : https://gabrielperi.fr/initiatives/brigades-internationales/ . Siège du PCF (75019)

**14 décembre** : Présentation du plan climat V2. En présence de Fabien Roussel, des rédacteurs du texte, de scientifiques, de syndicalistes... Inscriptions en présentiel ou en visio en écrivant à contact@ecologie.pcf.fr Siège du PCF (75019)

**16 décembre, à partir de 18h** : Soirée d'hommage à Alban Liechti. Plus d'informations à venir. Siège du PCF (75019)

### MOBILISATIONS À VENIR

**19 novembre** : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

**25 novembre** : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

### LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

**27 novembre / 9h-18h00 -** Journée d'étude des Ateliers d'histoire du communisme - Sous le haut patronage de Cécile Cukierman, Présidente du groupe CRCE-K
Palais du Luxembourg, Salle Clémenceau Sud, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris
Inscription obligatoire : https://www.billetweb.fr/colloque-la-gauche-francaise-et-la-question-electorale

**27 & 28 novembre -** 11e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Refuser la guerre, une histoire du peuple
Espace des Grésillons, 28 avenue Paul Vaillant-Couturier, Gennevilliers
Inscription : https://gabrielperi.fr/rendez-vous/refuser-la-guerre-une-histoire-du-peuple/

# 17 novembre, un mois de mobilisation et toujours les mêmes urgences

Samedi 14 novembre, pour la cinquième fois en un mois, on a manifesté contre la vie chère. Il y avait encore 200 000 personnes dans les rues du pays, selon les organisations de jeunesse. Cinq samedis de suite, cela compte. Le gouvernement espérait que le temps ferait son affaire. Mais avec les miettes qu'il a lâchées aux lycéens comme aux salariés, il a surtout laissé entières les raisons qui les ont conduits dans la rue.

Les lycéens ont raconté les salles de classe qui prennent l'eau et les heures de cours perdues faute de remplaçant. En terminale, leur inquiétude porte aussi sur ce qui les attend après le bac. Parcoursup est un outil de sélection de classe. On demande à chacun de formuler ses vœux, mais tous n'ont pas les mêmes chances de voir leur dossier retenu. Et quand on sait que ses parents ne pourront pas payer une chambre dans une autre ville, il y a des formations qu'on ne demande même pas. Voilà ce qui rassemble les jeunes et leurs parents dans les cortèges : la volonté de pouvoir choisir son avenir sans que tout se décide en fonction du salaire qui rentre à la maison.

Les témoignages affluent. Ils disent ce que c'est, pour tant de nos compatriotes, de survivre avec un Smic. Une fois le loyer et les factures payés, la moindre dépense devient un luxe. Une paire de chaussures à remplacer, un billet de train pour aller voir ses parents, et il faut déjà renoncer à autre chose. À force de compter chaque euro, on finit par compter aussi les occasions de se retrouver, de sortir, de faire des projets. La vie que nous organise le capital nous atrophie et nous abîme au quotidien. C'est pour cela qu'il faut, dès maintenant, porter le Smic à 2 200 euros brut par mois et augmenter tous les salaires.

La journée du 17 novembre a donné une force nouvelle à ce mouvement. Cela passe par des négociations dans chaque branche et par la hausse du point d'indice dans la fonction publique. Un salarié qui se forme, qui acquiert de l'expérience et prend davantage de responsabilités doit aussi le voir sur sa feuille de paie. Quand il s'agit des actionnaires, l'argent se trouve. Les entreprises du CAC 40 leur ont versé 72 milliards d'euros de dividendes au titre de 2025. Les salariés qui ont créé cette richesse ont leur mot à dire sur son utilisation. Il en va de même de l'argent public. Le Sénat a évalué à 211 milliards d'euros les aides publiques aux entreprises en 2023, dans sa définition la plus large. Les salariés et leurs élus doivent pouvoir vérifier à quoi ces aides ont servi et en exiger le remboursement quand une direction ne tient pas ses engagements sur l'emploi, la formation ou l'investissement.




Nous voulons aussi prendre la main sur le crédit. Le PCF propose que la Caisse des dépôts mobilise le crédit de la Banque centrale européenne pour avancer 100 milliards d'euros aux services publics. Former une infirmière ou un enseignant prend plusieurs années. Cette avance permettrait aux hôpitaux et aux écoles d'engager dès maintenant les formations et les recrutements dont ils ont besoin.

Les deux pieds dans le mouvement, les communistes portent dans la campagne présidentielle les revendications immédiates qui s'y expriment et la perspective d'une transformation profonde de la société. Gagner sur les salaires, l'emploi et la formation, donner aux services publics les moyens de répondre aux besoins, c'est déjà poser la question du pouvoir sur l'argent et sur son utilisation. Cette même question est au cœur de notre plan climat et de réindustrialisation. Sa mise en œuvre suppose de donner aux travailleurs et aux citoyens de nouveaux pouvoirs pour décider de ce que l'on produit, des investissements à engager et des qualifications à développer. Ce que nous voulons c'est décider de nos vies. ✪

**Fred Mellier**
membre du Conseil exécutif national

# Plaidoyer pour la paix

Fabien Roussel était à Metz puis à Verdun les 10 et 11 novembre et la presse locale s'est faite l'écho de cette visite.

*Le Républicain Lorrain* (10/11) titre : « Fabien Roussel à Metz ; il ne doit pas y avoir de gauches irréconciliables ». « Le candidat communiste a visité l'hôpital militaire Legouest, poursuit l'article, dont les urgences sont menacées. (…) Il défend « un service public de proximité, l'un des enjeux forts du prochain mandat. La santé ne doit pas avoir de prix comme le dit si bien l'adage. »

Sous le titre (10/11) « À l'ossuaire de Douaumont, Fabien Roussel plaide pour la paix », l'autre grand quotidien local, *L'Est Républicain*rend compte de sa démarche (et du dépôt de gerbe) « à la nécropole nationale de Fleury-devant-Douaumont, en hommage aux soldats morts pour la France. »

La chaîne Moselle TV Replay (11/11) a fait « le tour de la question » avec le candidat. « Hôpital public, budget de l'armée ou encore alliance LFI au programme de cet entretien ». En réponse aux questions de Jonathan Vaucher, le responsable communiste rappelle que « l'enseignement de la Première Guerre mondiale, c'est : Plus jamais ça ! »

Jeudi 12, Fabien Roussel participait au grand Oral « Quel avenir pour nos services publics » sur France Info. Il a notamment « proposé de créer, s'il est élu, 60 000 postes de « policiers, gendarmes et douaniers » de proximité pour lutter contre le narcotrafic, un plan qu'il évalue à un milliard d'euros. « La sécurité est un service public qui doit être garanti par l'État. »

Autre thème volontiers repris par les médias : « l'extrême droite tue la démocratie, l'extrême droite tue même celles et ceux qui l'exercent » (Public Sénat, *Marianne*).

Le site Entrevue.fr a retenu que « FR vise 50 000 recrutements dans le service public et une hausse immédiate de 10 % des salaires des fonctionnaires ».

Présent au salon du Made in France, « Fabien Roussel veut booster l'emploi et l'industrie par la commande publique (*l'Humanité*, 13/11).

L'annonce que « Fabien Roussel tiendra son premier grand meeting de campagne à Avion le dimanche 6 décembre » figure dans *La voix du Nord*(13/11) et dans «*Nord Littoral*(15/11).

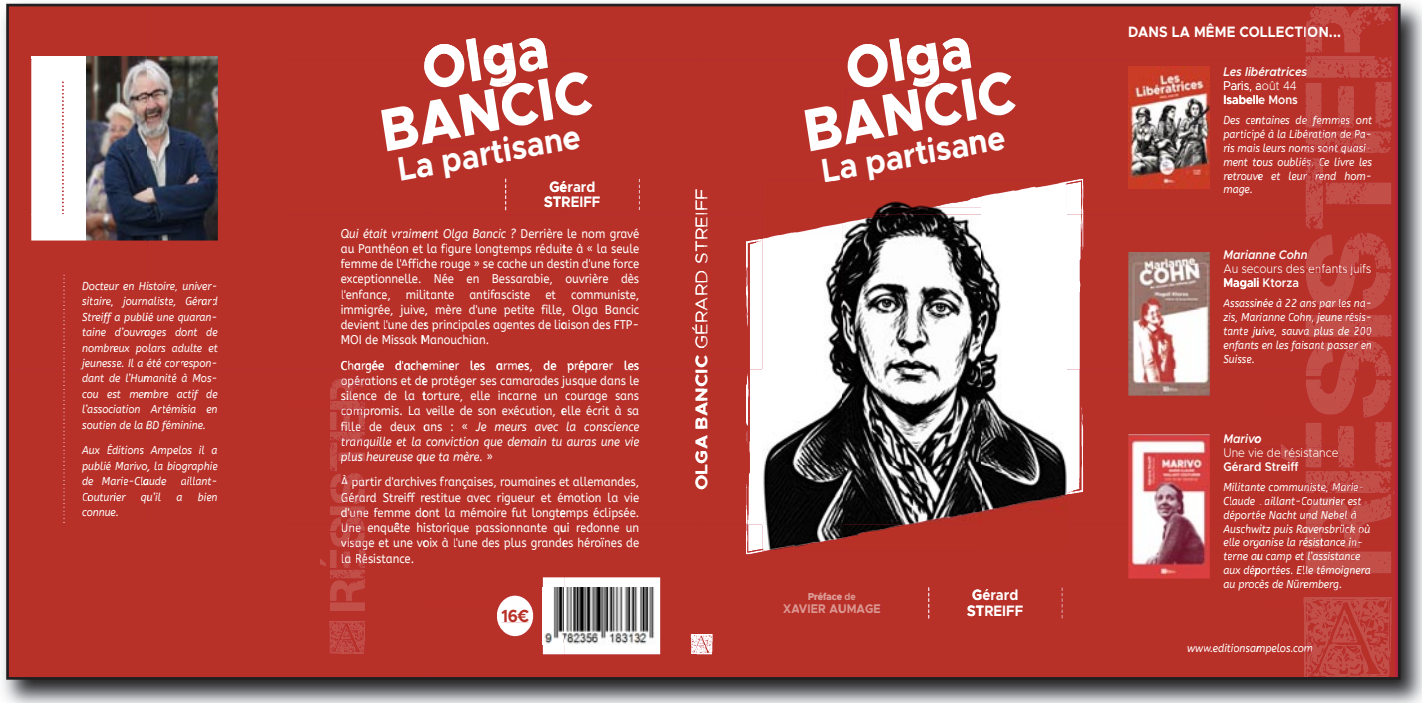






**Agression fasciste ce week-end contre le local du PCF à Perpignan. Alors qu'un hommage était rendu au cinéaste communiste René Vautier. CommunisteS reviendra la semaine prochaine sur ces événements.**

# Olga Bancic, la partisane*




L'ouvrage se compose de cinq parties : De la Bessarabie à Paris (1912/1940) ou la chronique d'une militante tenace. Pierrette ou les FTP-MOI (1941/1943) pour lesquels Olga récupéra un arsenal militaire impressionnant. L'arrestation, le procès, l'exécution (1943/1944) et notamment son épouvantable mise à mort par les nazis. Bancic après Bancic où l'évolution de la mémoire de cette résistante, à Paris et à Bucarest. Et des annexes enfin qui donnent à voir, par exemple, comment la presse hitlérienne rendit compte de son procès ou, plus surprenant, comment le ministère français des prisonniers entama une enquête sur Olga Bancic et son enfant en décembre 1944.

L'histoire d'une femme puissante, elle-même inspirée par d'autres femmes puissantes comme la roumaine Anna Pauker ou l'Espagnole Dolorès Ibarruri, deux grandes dames du communisme. Xavier Aumage, archiviste au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne - et commissaire de l'exposition itinérante « Manouchian : art, histoire et mémoire » - signe la préface intitulée « Archéologie des ombres ».✪

* *Olga Bancic La partisane*, Gérard Streiff, éditions Ampelos, 166 pages, 16 euros.

# Amboise célèbre le Front Populaire



Samedi 7 novembre, les communistes de la section Amboise/Bléré ont commémoré le 90e anniversaire du Front populaire en France, en organisant une conférence avec Christian Faucompré, militant syndical et politique, membre de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, et de Fernande Lopez, militante politique, fille de parents républicains espagnols exilés en France.
Après l'accueil et la présentation de Gilles Taupin, secrétaire de la section d'Amboise/Bléré du PCF, rappelant l'ambiance politique actuelle et ses enjeux et en lien direct avec cet anniversaire, la parole est donnée aux conférenciers.
Christian est intervenu sur le Front populaire, une coalition politique de gauche qui a été formée en vue des élections législatives de 1936 autour du Parti radical, de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et du Parti communiste. Remportant une majorité de sièges, elle donne naissance à quatre gouvernements entre juin 1936 et avril 1938. La victoire du Front populaire aux élections est un choc pour la bourgeoisie.
Le gouvernement nouvellement formé appuie, par la négociation des accords de Matignon, l'instauration d'importantes réformes sociales, comme la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine ou la création de deux semaines de congés payés, par un large mouvement de grève dans les usines en mai et juin 1936. En Indre-et-Loire, victoire aussi de la gauche aux élections mais peu de luttes et de courte durée au printemps (Ateliers ferroviaires Rimailho, Billard, Sommer, Roger, Gobel), mais deux grandes luttes d'un mois et demi à l'automne dans le Bâtiment et aux papeteries de Descartes.
Le bilan du Front populaire est ainsi marqué par des réformes historiques qui ont connu une grande pérennité en France. Après deux ans au pouvoir, marquée par de nombreuses dissensions, la coalition éclate devant le refus du Sénat d'accorder à Léon Blum les pleins pouvoirs financiers pour faire face à la crise économique. Édouard Daladier, Parti radical, lui succède à la présidence du Conseil en avril 1938.
Fernande a commenté le 90e anniversaire du Front populaire en Espagne (El Frente Popular) et des Brigades internationales dont c'est aussi le 90e anniversaire.
La lutte del Frente Popular contre le fascisme de Franco se soldera, par manque d'investissement militaire européen, par une victoire fasciste et d'une chasse meurtrière des républicains espagnols, décimant des familles entières et des milliers de combattants découverts dans des charniers mis à jour ces dernières années.
S'en ai suivi un débat très riche dans une salle comble, dont le maire et des élu·e·s d'Amboise étaient présents.
De l'avis de tous, et dans la période actuelle, il ressort fortement que la connaissance de notre histoire est incontestablement indispensable à la construction du futur. L'après-midi s'est prolongé, convivialement, autour d'un buffet et du verre de l'amitié. La souscription récoltée sera versée au fonctionnement de notre, de votre, journal *Liberté*.✪

**1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.**

# *16/22 novembre 1936 (40)* Le suicide de Roger Salengro

Le ministre de l'Intérieur du Front opulaire, Roger Salengro, se suicide, à Lille, le 17 novembre, victime d'une campagne haineuse et mensongère de l'extrême droite sur sa prétendue « désertion » durant la guerre. À cette occasion, *l'Humanité* sort une édition spéciale. Gros titre sur six colonnes : « La calomnie a tué Roger Salengro ! » Les surtitres et sous-titres commentent : « Encore une victime du fascisme ! En voilà assez ! Il faut agir ! Durement frappé par les abominables diffamations du « Gringoire » de Chiappe et de toute la presse hitlérienne, dont les effets se marquaient de jour en jour sur son visage, le ministre de l'Intérieur est mort ce matin, à 9 heures, asphyxié au gaz. Il n'avait que 46 ans. Maurice Thorez et Jacques Duclos sont immédiatement partis pour saluer la dépouille mortelle de cette victime des fascistes impunis, aux côtés des travailleurs du Nord et partageant leur indignation. En prison, les calomniateurs aux gages de Hitler, qui par tous les moyens veulent abattre les démocrates et, en eux, la démocratie ! Suppression de la presse fasciste de guerre civile et de provocation au meurtre, le « Gringoire » qui a tué Salengro, « l'Action française » de Maurras, le « Candide » des campagnes de faux, le « Flambeau » des tueurs de Français, les feuilles doriotistes et autres, à la solde de la Gestapo ! »

L'éditorial de Paul Vaillant-Couturier s'intitule « La presse qui tue. »

D'imposantes manifestations se tiennent le dimanche 22 novembre dans tout le pays : à Paris et à Lille, on parle de 500 000 personnes chaque fois. Les manifestants crient à la fois « À bas le fascisme assassin ! » et « À bas le blocus de l'Espagne ! »

Signe de la forte politisation de la société en cette fin 1936, *l'Humanité* se porte plutôt bien. Une nouvelle formule est à l'étude pour la fin novembre, qui proposerait cinq éditions quotidiennes du journal ; on prépare un lancement à 750 000 exemplaires, avec l'ambition affichée d'aller vers un tirage à un million d'exemplaires.

Sous le titre « Le complot hitlérien en Algérie », série d'articles sur les agissements de l'extrême droite en Algérie, sous l'œil bienveillant des autorités.

En Espagne, Hitler et Mussolini reconnaissent « la junta de Burgos », le pouvoir factieux de Franco. « Pendant ce temps, le gouvernement du Front populaire s'obstine à maintenir le blocus qui a déjà coûté tant de sang aux républicains espagnols et qui menace la paix », regrette Marcel Cachin.✪

**Gérard Streiff**



MJCF

# La démassification ou le choix de la fatalité

La « surproduction d'élites » est de retour dans le débat public, et Gabriel Attal, qui avait été le rapporteur de la loi ORE, qui a créé Parcoursup, vante désormais la « démassification » de l'enseignement supérieur, qui serait le seul moyen de lutter contre le déclassement.

La jeunesse refuse le fatalisme. Nous refusons de ne pas pouvoir poursuivre nos études. Nous refusons d'être condamnés à la précarité. Nous refusons l'idée de vivre moins bien que nos parents.

Nous ne pouvons nier le déclassement actuel. En 2023, 27 % des diplômés du supérieur occupaient, six ans après leur sortie, un emploi moins qualifié que leur niveau, et le recrutement des cadres débutants a reculé de 16 % en 2025. La droite en tire une thèse commode. On formerait trop, et on formerait pour rien.

Pourtant, la massification n'a rien d'un accident. Elle répond à une volonté d'ouvrir l'accès aux savoirs et d'élever le niveau de connaissance de la population, nécessaire face aux transformations économiques, technologiques et sociales. Y renoncer, c'est réserver à quelques-uns ce qui doit être un droit pour toutes et tous. Le problème n'est pas l'excès de diplômés, mais le manque d'emplois qualifiés. Notre appareil productif s'érode. L'industrie manufacturière ne pèse plus que 10,8 % de la valeur ajoutée, contre 19,8 % en Allemagne. Et l'on voudrait nous faire croire qu'on forme trop ? Hôpital, école, recherche, industrie, le pays a besoin de jeunes formés pour répondre à ces enjeux. Opposer le master au CAP est d'ailleurs une fausse querelle, car la formation professionnelle ne devrait jamais être mise en concurrence avec l'enseignement supérieur.

Nous portons une nouvelle ambition, celle d'un enseignement supérieur au service du progrès, de la souveraineté et de l'émancipation. Nous voulons former plus, et former mieux. Nous voulons un pays qui donne aux jeunes diplômés les moyens de construire l'avenir.

L'enseignement supérieur n'est pas un luxe, c'est une condition nécessaire pour l'avenir. Accepter de former moins, c'est accepter le déclin. Assumer de former plus et mieux, c'est se doter des leviers de transformation dont le pays a besoin.✪

**Camille Mongin**






# À Madrid, le PCF réaffirme son engagement aux côtés du peuple sahraoui




Les 13 et 14 novembre, le Parti communiste français a participé à Madrid à la 50e édition de l'EUCOCO, la Conférence européenne de coordination du soutien et de la solidarité avec le peuple sahraoui. Un rendez-vous international majeur qui a réuni des représentants de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), du Front Polisario, des organisations de solidarité, des élus et des délégations venues de nombreux pays.




Pour le PCF, cette participation a permis de réaffirmer notre solidarité avec le peuple sahraoui et son représentant légitime, le Front Polisario, dans son combat pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination.

Ces deux journées ont été l'occasion d'échanges avec plusieurs figures importantes de cette lutte, parmi lesquelles Bucharaya Hamudi, Premier ministre de la RASD, Omar Mansour, représentant du Front Polisario auprès des institutions européennes, Abdulah Arabi, représentant du Polisario en Espagne, ainsi que Pierre Galand, fondateur historique de l'EUCOCO et infatigable artisan de la solidarité internationale avec le peuple sahraoui.

Au-delà des rencontres, cette 50e édition a confirmé l'urgence de faire respecter le droit international. Alors que les pressions diplomatiques s'accentuent pour imposer une prétendue solution au conflit, le principe de l'autodétermination ne saurait être sacrifié sur l'autel des intérêts géopolitiques et économiques. Les acquis du droit international, notamment les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le statut distinct du Sahara occidental et le consentement du peuple sahraoui, constituent des points d'appui politiques essentiels que nous devons davantage mobiliser dans notre travail.

Pour le PCF, cette solidarité doit désormais se traduire par des initiatives politiques concrètes. La France porte une responsabilité particulière. Nous devons agir pour empêcher que l'État français, ses entreprises et ses collectivités territoriales contribuent, directement ou indirectement, à la normali-





sation de l'occupation et à l'exploitation des ressources du territoire sahraoui. Les coopérations économiques, institutionnelles et territoriales doivent être examinées à l'aune du droit international. Les débats autour du Paris-Dakar 2027 et de son éventuel passage au Sahara occidental illustrent parfaitement ces enjeux. Ils interrogent la responsabilité des acteurs français dans la légitimation d'une situation coloniale toujours en cours.

Cette démarche doit également s'appuyer sur les collectivités communistes, les élus et nos réseaux internationaux. Les échanges avec les élus des municipalités communistes d'Ivry, de Vitry et de Gonfreville-l'Orcher, aux côtés de Pierre Galand, ont rappelé combien cet engagement s'inscrit dans une histoire vivante de solidarité internationaliste.

Cette 50e EUCOCO doit être un point d'appui pour renforcer l'action du PCF. À travers ses parlementaires, ses élus locaux, ses relations internationales et son expression politique, notre Parti dispose de leviers pour faire entendre une exigence : le respect du droit du peuple sahraoui à décider librement de son avenir.

La solidarité internationaliste n'est pas un héritage que l'on commémore. C'est un combat que l'on poursuit.✪

**Julien Sueres**


## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

***Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.***

**Je verse :**..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.



Communistes

2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /
Mèl: **communistes@pcf.fr**
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA